

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- **Les révolutions découlent de l'incapacité des Etats à se réformer pour accompagner le changement.**
- **La probabilité de conflits et de violences majeures au 21^{ème} siècle est élevée :** la Chine entend disputer le leadership mondial aux Etats-Unis (plan géopolitique) + multiplication des organisations terroristes et criminelles, prolifération des armes de destruction massive, nombreux espaces de confrontation (plan stratégique) + faiblesse des démocraties et montée en puissance des passions religieuses et nationales (plan politique) + Tout principe de limitation de la violence est balayé (plan moral).
 - Les démocraties abordent le 21^{ème} siècle avec un triple déficit de leadership, de stratégie et de solidarité.
 - L'Europe est en plein déclin, menacée par les fléaux de la déflation, du terrorisme et du populisme.
 - La possibilité que le 21^{ème} siècle se révèle plus meurtrier et fanatique est bien réelle.
 - « *Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne la voient que dans la crise* » - Jean MONNET.
- **La ligne de partage entre les gagnants et les perdants n'est plus déterminée par l'appartenance au monde développé ou émergent mais par la capacité à s'adapter. Ceux qui sauront être flexibles et mobiles garderont pied dans la mondialisation.**
 - La France est déclassée et vulnérable face à l'Etat islamique.
 - La démagogie du FN se nourrit de l'effondrement de l'appareil productif, du chômage et de l'insécurité.
 - La débâcle s'accélère par le déni du réel et le blocage du système politique.
 - Le cœur du problème français est économique : effondrement de la production et des dépenses publiques qui culminent à 57,5% du PIB.
 - **La France représente 1% de la population mondiale et 3,7% de la production planétaire mais 15% de l'ensemble des transferts sociaux.**
 - La désintégration du tissu industriel est due à l'envolée des faillites, à la multiplication des rachats de groupes industriels en restructuration par des entreprises étrangères, et à la délocalisation des dirigeants et des fonctions stratégiques.
 - Les causes profondes de l'effondrement de l'appareil de production français résident dans le déficit de compétitivité : baisse du taux de marge des entreprises, dérive des coûts horaires du travail, envolée des impôts et des charges, euthanasie du risque et de l'innovation par le principe de précaution, positionnement de moyenne gamme très vulnérable des productions.
 - 10% de chômage – 7 millions de concitoyens vivant avec les subsides de l'Etat Providence, l'économie parallèle et la criminalité. Montée des inégalités entre les générations.
 - « *Les comptes en désordre sont la marque des nations qui s'abandonnent* » - Pierre MENDES France.
 - Le dernier excédent budgétaire remonte à 1973.

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- Avec les nombreux organismes ou société liés à l'Etat et la charge des retraites, les engagements publics culminent à 250% du PIB.

- **Sans réforme structurelle, sans croissance et sans inflation, la France court tout droit au défaut de paiement.**

- **Le culte de la stabilité et le refus du changement démultiplient les risques économiques** (évolution démographique supérieure à la croissance), *sociaux* (enracinement du chômage de masse et de l'exclusion), *financiers* (tensions croissantes sur la dette publique), *politiques* (montée de l'extrémisme et du FN), *diplomatiques* (effacement de l'influence française en Europe et dans le monde) , *stratégiques* (résurgence des menaces terroristes intérieures et extérieures).
 - La France subit au lieu d'agir à cause de l'Etat, vecteur d'instabilité et de changements permanents des normes et des taxes. Du service de l'intérêt général de la nation, l'Etat s'est mué en un conglomérat de corporatismes qui ont mis en place une économie de la prédation. La sphère publique, qui a démesurément enflé, entrave l'économie par ses réglementations et ses prélèvements ; et enferme la société dans la défiance.
 - La concentration du pouvoir dans les mains de la haute fonction publique organise la paralysie de l'Etat et la ruine de la nation. Le redressement est indissociable du rétablissement de contre-pouvoirs au cœur des institutions ainsi qu'avec un profond renouvellement de la classe politique.

- **L'implosion du modèle français participe à la crise de l'Union Européenne et de la zone Euro.**
 - Sous le Grexit pointe le Fraxit. La Tragédie grecque rappelle qu'il est impossible d'appartenir durablement à la zone Euro sans en appliquer la discipline. Dans un système de monnaie unique, les ajustements ne s'effectuent plus par l'inflation et la dévaluation mais directement par les faillites d'entreprises, le chômage et la chute des revenus. De ce point de vue, la France se trouve dans la même situation que la Grèce.
 - L'Euro ne survivrait pas au Fraxit : ce serait la fin de la monnaie unique et l'éclatement du grand marché européen. Le destin de la monnaie unique se trouve aujourd'hui dans les mains de notre pays qui, s'il persiste à refuser toute réforme, l'emportera dans sa chute.
 - La greffe d'un système de redistribution démesuré sur un appareil de production exsangue mène au défaut financier, à l'aliénation de la souveraineté et à la corruption de la démocratie.

- **La France continue à disposer d'atouts majeurs** : une démographie dynamique, une main d'œuvre hautement qualifiée, des entreprises en leadership mondial, une épargne abondante, des infrastructures performantes, une défense et une diplomatie reconnues, un patrimoine, une civilisation et un art de vivre inégalés.

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- Le modèle français n'a pas été transformé en profondeur. Nulle-part ailleurs, le fossé n'est aussi béant entre les atouts et les performances. Changeons de politique, libérons les atouts de la France et elle étonnera de nouveau le monde. **Les sources de croissance** : la montée des classes moyennes du Sud, l'économie de la connaissance, l'environnement (transition énergétique, changement climatique), le potentiel des séniors, la French Tech, les ingénieurs que nos concurrents s'arrachent.
- **La France doit valoriser ses nombreux atouts au lieu de les stériliser.** La stratégie de redressement relève d'une thérapie de choc qui doit viser en priorité la reconstruction d'un appareil de production compétitif dans la mondialisation au travers de 5 pactes : *productif* (baisse des prélèvements, amélioration des facteurs de production, énergie, innovation, montée en gamme ...), *social* (sortie des 35 heures, flexibilité, réforme de l'assurance chômage, ...), *financier* (baisse des dépenses publiques, réforme de l'Etat, ...), *citoyen* (intégration des jeunes et des immigrés par l'éducation et la formation, ...), *européen* (intégration renforcée de la zone Euro, ...).
- **Les expériences étrangères prouvent que le redressement peut-être réalisé en moins de 5 ans.**
 - Pour redresser la compétitivité, réformer les services publics, rééquilibrer les comptes publics, seules les thérapies de choc réussissent car elles prennent de vitesse les corporatismes et obtiennent rapidement des résultats tangibles, indispensables pour recueillir le soutien des citoyens.
- La nation se définit par une histoire et une civilisation avec pour piliers *l'unité*, la *souveraineté*, la *langue française* et *l'aspiration à l'universel*.
- Le primat absolu du politique a pour corollaire la relégation de l'économie à une question d'intendance, contrairement au rôle fondamental qu'elle a joué en Italie, en Allemagne et aux Pays-Bas.
- Le français reste une langue indissociable d'une culture et d'une civilisation qui continuent de fasciner.
- La France est une nation d'immigration.
- Le fil de l'histoire de la France a été rompu à la fin du 20^{ème} siècle par plusieurs siècles d'abaissement et de renoncement : l'Etat et ses pseudo-serviteurs ont trahi. Il revient aux jeunes générations de se réapproprier leur destin.
- Depuis les années 30, les institutions et la classe politique n'ont été aussi paralysées. La France relève d'une thérapie économique de choc, assortie d'une révolution politique et intellectuelle.
- **Les démocraties ne peuvent être modernisées que par leurs citoyens. Il revient aux Français de rompre avec la momification du modèle des Trente Glorieuses et de se remettre au travail.**
 - L'élection présidentielle de 2017 se présente comme la dernière chance pour réformer notre pays avant qu'il ne bascule dans la violence et que sa faillite n'emporte la monnaie unique. Le destin de la France est entre les mains de ses citoyens. Eux seuls peuvent exiger que 2017 ne plagie pas la démagogie de 2012 mais soit placé sous le signe de la vérité : sur *le pays* et *les transformations du*

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

monde, sur les atouts et les chances de la France, sur la nécessité de refonder une nation qui cesse de subir et de commémorer le passé pour agir et se projeter dans le 21^{ème} siècle.

- **Les Français sont en avance sur leurs dirigeants et évoluent rapidement en faveur des réformes.** Les Français sont convaincus de la nécessité d'une thérapie de choc : fin des 35 heures, flexibilité du travail, baisse de la fiscalité, réduction des dépenses publiques et du nombre de fonctionnaires, maîtrise des dépenses sociales, un réinvestissement dans l'Etat régalien (sécurité, maîtrise des dépenses sociales). Il manque cependant l'essentiel, à savoir une capacité de leadership, une stratégie, une vision, une espérance.
- **La course de vitesse est relancée entre les réformes et la révolution.** Nous disposons de 5 années pour moderniser la France de manière pacifique et démocratique ou pour la voir s'enfoncer dans une crise politique majeure. Le temps est désormais compté comme le montre le naufrage de la Grèce.
 - Le nationalisme doit être combattu par l'éducation, la revitalisation de la citoyenneté, l'ouverture des économies et des sociétés, la pleine intégration des puissances du Sud à l'effort de stabilisation du monde.
 - L'impasse dans laquelle se trouve enfermé le monde arabo-musulman renvoie au cumul de 4 fléaux : l'absence de démocratie, l'échec du développement, la spirale infernale de la pauvreté et des inégalités, la condition des femmes.
 - Le Moyen-Orient est devenu le théâtre d'opérations privilégiées du djihad à cause des guerres civiles, de l'effondrement des Etats et des rivalités des puissances.
 - Les révolutions du 21^{ème} siècle n'obéissent pas à de grands principes (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie, marxisme) mais renvoient à des logiques multiples qui s'enchevêtrent (crise économique et sociale, protestation contre la corruption et l'arbitraire, indépendance nationale, religion).
- **La révolution garde toujours une dynamique d'ascension de la violence aux extrêmes qui conduit à la guerre civile si elle n'est pas désarmée.**
 - Le ressort révolutionnaire se nourrit des faiblesses de l'Etat qui laisse à l'abandon de vastes territoires et de larges populations.
 - La clé reste politique. Ce n'est qu'au sein de la communauté citoyenne des démocraties qu'il est possible de combattre le populisme ; au sein des nations qu'il est possible de combattre la xénophobie ; au sein de l'islam qu'il est possible de combattre le fanatisme.
- **La mondialisation de la violence qui accompagne celle de l'économie est un facteur majeur d'aggravation des risques de guerre.** L'interdépendance des économies et des sociétés alimente la propagation des crises et des conflits : exacerbation des rivalités pour l'accès aux ressources naturelles (énergie, matières premières, terres rares, ...) comme sur le plan commercial, monétaire ou financier.

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- Les Etats-Unis et la Chine s'opposent ouvertement pour le leadership d'un système multipolaire que nul n'est de taille à contrôler.
- Les ruptures technologiques ouvrent de nouveaux espaces de confrontation (fonds marins, stratosphère, cyberspace). Les frappes numériques se sont multipliées.
- L'Etat Islamique profite du chaos du Moyen-Orient pour refonder le califat et engager un djihad planétaire.

- **La géopolitique se réveille sous l'effet des passions nationalistes et religieuses avec ses 2 acolytes traditionnels : les guerres et les empires.**
 - La guerre s'universalise et n'est plus régulée par la suprématie d'une ou plusieurs superpuissances. Elle se privatise sous la pression des communautés, des sectes, des groupes terroristes et des organisations criminelles qui prennent le contrôle de vastes espaces. La guerre s'émancipe des règles de droit et d'un système de sécurité collective (ONU) très affaibli. La guerre associe des armées professionnelles à des milices ou des tribus ; et se déroule autant en ville qu'en rase campagne.
 - La guerre est de plus en plus facile à engager mais de plus en plus difficile à terminer faute de décision militaire et de sortie politique.
 - La guerre se propage et se diffuse en suivant la mondialisation. Elle se trouve ancrée au cœur des sociétés avec le djihadisme et 4 conséquences : la multiplication des points chauds, la radicalisation des acteurs, l'ascension de la violence, la relance des dépenses militaires.
 - Les Etats-Unis ne veulent, ni ne peuvent plus, être le gendarme d'un système multipolaire et volatil qui leur échappe.

- **Le système géopolitique de la mondialisation est instable, écartelé entre des mouvements contradictoires ;** d'où un nouveau temps de troubles marqué par de multiples ruptures, par l'entrecroisement des crises et par l'hybridation des menaces.

- **Les démocraties ont commis une erreur cardinale en confondant la fin des idéologies et celle de la géopolitique.** La nouvelle donne de la mondialisation est explosive parce qu'elle fait communiquer en temps réel des espaces et des temps très différents ; parce qu'elle autorise des modifications très rapides des menaces ou des alliances ; parce qu'elle met en mouvement simultanément le système mondial, les Etats et les sociétés travaillées par le populisme, le nationalisme et le fondamentalisme religieux ; et parce qu'elle ne dispose d'aucun principe régulateur permettant de trancher pacifiquement les conflits ou de limiter les violences. La communication, servie par les réseaux sociaux, constitue une redoutable arme de propagande.
 - Les Etats-Unis entendent rivaliser avec la Chine en basculant des instruments traditionnels de puissance vers les technologies, la finance et le droit.
 - L'Allemagne se trouve en position de leadership en Europe. Son 1^{er} défi reste de prévenir le renversement du mouvement d'intégration européenne en évitant l'éclatement de la monnaie unique et de l'espace Schengen ou la sortie du Royaume Uni de l'Union.
 - La Chine déplace le centre de gravité de la planète vers le Pacifique en poursuivant sa course au leadership économique du globe. Elle déploie une stratégie de contrôle

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

de la mer de Chine qui se traduit par la multiplication des incidents avec le Japon, le Vietnam et les Philippines.

- L'économie russe est en cours de désintégration (effondrement du cours des hydrocarbures, sanctions internationales). La dynamique de la guerre gagne et pervertit une société endoctrinée et hystérisée par un gigantesque effort de propagande.
- Face à la déstabilisation du système mondial, l'unité et la mobilisation des démocraties est indispensable. En même temps que la maîtrise du capitalisme, **l'Occident a perdu le monopole de la stratégie mondiale.**
- **Les nations libres doivent maintenir leur unité pour ne pas rééditer l'erreur de leur division face aux totalitarismes des années 30. Devant la menace des empires et du djihad, le risque d'une nouvelle confrontation mondiale ne peut pas être exclu.** « *Il faut réveiller les consciences endormies. Vouloir rassurer, c'est contribuer au pire* » - René GIRARD.
- **Les démocraties sont des régimes fondamentalement conservateurs et pacifiques qui ne veulent pas d'ennemi et tardent à prendre la mesure des menaces auxquelles elles se trouvent confrontées.** En 2015, confrontées à un djihad planétaire, les démocraties restent incapables non seulement de s'unir pour combattre efficacement, mais même de désigner par son nom l'Etat islamique, l'ennemi qui veut leur mort et mobilise contre elles leurs propres citoyens.
- **L'Etat islamique constitue une forme politique neuve dont la nature reste incomprise et la menace qu'il représente pour la liberté sous-estimée, même après les attentats de Paris en novembre 2015.**
 - L'Etat islamique est une réalité qui résulte de la symbiose de l'idéologie salafiste érigeant le djihad en guerre de religion planétaire, de la lutte interne à l'islam entre sunnites et chiites, de l'architecture de l'Etat baassiste, et de l'utilisation intensive des réseaux sociaux au service d'une terreur hyperbolique.
 - L'irruption de l'Etat islamique est indissociable de la sur-expansion militaire des années George BUSH, suivie du désengagement unilatéral décidé par Barack OBAMA.
- **Le califat proclamé le 29/06/2014 dans la mosquée de Mossoul n'a rien de virtuel. Il est un Etat à part entière dont la barbarie tient lieu de devise et un acteur stratégique majeur qui exerce toutes les fonctions d'un Etat souverain :** défense, police, justice, émission de la monnaie, régulation économique, gestion d'infrastructures (raffineries pétrolières), éducation, santé, services sociaux. Il se déploie suivant une double dimension, intérieure et extérieure ; fonctionnant tel un Alien qui pénétrerait au cœur des codes de fonctionnement des sociétés musulmanes comme des nations libres pour les fausser par l'introduction d'une spirale de peur et de violence susceptible de les entraîner dans une logique de guerre civile et extérieure.

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- **Un nouvel avatar politique est né, placé sous le signe du fanatisme et de la terreur, qui va durablement peser sur le cours du 21^{ème} siècle.** L'ambition consiste à accoucher par la violence d'un homme islamique nouveau qui a vocation à conquérir le monde en éradiquant les autres religions et les autres formes d'organisations politiques dont les démocraties.
- **Dans sa version salafiste, l'islam exclut de s'adapter au monde : c'est au monde de se couler dans son moule, de gré ou de force.**
- **La stratégie de l'Etat islamique repose sur 3 phases et 3 cercles de terreur.** Les 3 phases s'enchaînent ainsi : l'exercice de la terreur et la division pour mener les masses à la lutte armée et provoquer l'implosion des Etats – L'administration de la terreur par une administrative destinée à mettre fin au chaos tout en contrôlant strictement la population – L'élargissement de la terreur avec la conquête de nouveaux territoires. Cette dynamique se déploie autour de 3 cercles concentriques : le cœur du califat en Irak et Syrie – L'expansion au Moyen-Orient et en Afrique par l'encouragement à la guerre civile – La déstabilisation des démocraties occidentales, notamment européennes, par les frappes terroristes et par le recrutement de combattants via Internet.
- **Le retour aux Etats et aux frontières du Moyen-Orient issus des accords Sykes-Picot relève de l'illusion.** Tout comme l'Etat islamique, Boko Haram s'est développé dans la tragique indifférence des autorités nigérianes et de la communauté internationale. Boko Haram est un mouvement salafiste dont l'objectif initial se résume à l'application de la charia.
- **La mondialisation du djihad se poursuit.** Son instrument est la terreur de masse, servie par les attentats et par la cyberpropagande. **L'Etat islamiste déploie une stratégie très fine et complexe pour entrer et pervertir les codes de fonctionnement des sociétés libres.** D'un côté, les attentats ont pour objectif d'introduire une logique de guerre civile au cœur des démocraties en créant une spirale de haine et de peur entre les minorités musulmanes et le reste de la population. De l'autre, l'Europe est devenue un vivier de recrutement puisque plus de 6000 de ses citoyens combattent aujourd'hui dans les rangs de l'Etat islamique, notamment en Syrie. Et ceux qui reviennent ont pour mission de réimporter la terreur dans leur nation d'origine.
- **En ensanglantant Paris le 13 novembre 2015, l'Etat islamiste poursuivait 3 objectifs :** terroriser les Français et alimenter un climat de guerre civile ; casser la fragile reprise de l'économie française ; compromettre la capacité du pays à organiser de grands événements sportifs, culturels ou diplomatiques.
- **L'Etat islamique bouleverse l'ordre existant et constitue une menace stratégique globale qui touche tous les continents :** le Moyen-Orient et le monde arabo-musulman – Le Maghreb et l'Afrique occidentale. A terme, c'est toute la périphérie orientale et méridionale de l'Europe qui pourrait basculer dans l'anarchie et la violence.

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- **L'Europe reste très loin d'avoir pris la mesure du péril extérieur et intérieur que représente l'Etat islamique.** Le califat gagne les cœurs de nombre de jeunes musulmans en Europe et multiplie les recrutements de combattants qui peuvent aussi bien passer à l'action sur place que gagner le Moyen-Orient. Sur le plan militaire, il est impossible d'éradiquer le djihadisme sans opérations terrestres de grande envergure et sans l'attaquer dans son sanctuaire syrien.
- **Les démocraties n'ont d'autre choix que de livrer et de gagner la guerre qu'elles ne souhaitent pas mais qui leur est imposée :** Donner la priorité au sauvetage de l'état syrien sur le départ de Bachar al-Assad - Amener la Turquie à cesser son double jeu – Sécuriser les minorités et les tribus sunnites – Organiser la cyberlutte contre la propagande djihadiste – Contrôler les flux de réfugiés – Lutter contre Boko Haram et AQMI – Investir dans le renseignement pour prévenir les attentats – Mieux intégrer les musulmans – Proposer à la jeunesse des projets et des engagements alternatifs à la fascination délétère qu'exerce le djihad.
- **Si la mondialisation a résisté à la grande crise de 2008, elle sort profondément transformée.** Il existe de puissantes forces pour soutenir la croissance au cours du 21^{ème} siècle : L'universalisation du développement – La montée des classes moyennes du Sud – Le rôle croissant des seniors – L'économie de la connaissance – La robotisation – La transition écologique et énergétique Une nouvelle norme de capitalisme émerge plus entrepreneurial, partenarial et durable qui s'accompagne d'une profonde modification du poids hiérarchique des puissances. **La crise accélère la transition entre un monde qui disparaît et un monde qui naît.** Les échanges se réorganisent autour de pôles régionaux et de traités de commerce bilatéraux.
- **Le centre de gravité du capitalisme se déplace rapidement vers l'Asie-Pacifique et le Sud.** Les pays émergents représentent désormais près de la moitié du PIB de la planète : 52% de la production industrielle – 48% des exportations – 34% de la demande adossée à une nouvelle classe moyenne d'un milliard d'hommes (2,5 milliards en 2030). Leurs entreprises mondialisées rivalisent pour le leadership planétaire dans des secteurs décisifs (informatique, téléphonie, télécommunications, pétrole, énergies renouvelables, mines, chimie) et n'hésitent pas à racheter leurs concurrents occidentaux. Le poids des pays émergents s'est notablement renforcé dans les organisations internationales (FMI, Banque mondiale).
- **La mondialisation s'organise autour de mégapoles qui servent de nœuds aux réseaux qui innervent la société ouverte :** New York, Los Angeles et San Francisco ; Londres et Berlin ; Dubaï et Singapour ; Hong Kong et Shanghai ; demain Djakarta, Istanbul, São Paulo, Mexico, Le Caire, Lagos. Ces villes concentrent les défis du 21^{ème} siècle (65% des 10 milliards d'hommes en 2050) et elles rivalisent pour attirer les talents et les cerveaux, les capitaux, les centres de décision et de recherche. D'ici à 2025, 7000 nouvelles entreprises géantes apparaîtront dont les 2/3 dans les pays émergents et 80% se répartiront dans 160 villes. Dans cette course de vitesse, de nombreuses villes européennes sont menacées de marginalisation : Athènes, Lisbonne, Vienne, Barcelone et peut-être Paris. L'essor des métropoles émergentes va de pair avec la marginalisation des capitales des empires déchués, notamment en Europe. Plus les Etats se montrent rigides et incapables de se réformer, plus les villes se font flexibles et adaptables. C'est

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

dans les métropoles que se réinventent aujourd'hui la responsabilité et l'engagement, le travail et l'éducation, les mœurs et le vivre-ensemble.

- **L'Afrique se trouve à l'aube de ses Trente Glorieuses** : croissance démographique ; urbanisation ; apparition d'une large classe moyenne ; hausse de la productivité ; amélioration de la gouvernance et les progrès de l'Etat de droit ; réduction de la pauvreté ; le 2^{ème} marché pour les télécommunications ; d'immenses richesses naturelles (terres arables, métaux, sources d'énergie) ; développement de l'agriculture, des services et du tourisme ; croissance tirée par le secteur privé (90% des créations d'emplois) et le dynamisme d'une nouvelle génération d'entrepreneurs (ex. Nairobi au Kenya) ; un continent préservé des excès de la finance, des bulles spéculatives et du surendettement. Pour autant, 3 défis sont à relever : l'installation durable d'une croissance intensive et inclusive (investissements dans les infrastructures) ; l'endiguement de la violence (guerres civiles, religieuses et ethniques- le terrorisme islamique – Boko Haram – Al-Qaïda) ; l'affermissement de la démocratie. Les priorités sont la stabilisation des Etats, la lutte contre la corruption et le terrorisme islamique.
- **La transition écologique, qui constitue l'une des clés du 21^{ème} siècle, n'est plus simplement un problème écologique mais économique et politique.** Le constat des évolutions climatiques est sans appel (hausse de 2 à 5°C de la température moyenne de la planète d'ici 2100). La COP 21 s'est achevée par un accord qui constitue une promesse diplomatique plus qu'une avancée climatique car non accompagné d'engagement contraignant. Un tournant majeur se dessine cependant avec les Etats-Unis, la Chine et l'Inde qui changent d'attitude. Plus que les grands-messes comptent et sont plus efficaces les initiatives décentralisées et sectorielles, les métropoles qui repensent leur développement, les entreprises qui investissent dans des innovations de rupture, les traités bilatéraux entre les grands blocs, la mobilisation de nouveaux instruments (marché mondial du carbone – innovations technologiques). La transition écologique est bien l'une des clé du 21^{ème} siècle qui n'implique en rien la décroissance ; et la protection de l'environnement n'est nullement l'ennemi de la compétitivité.
- **La convergence entre l'informatique, les nanosciences et la biologie inaugure l'ère numérique.** Nous entrons dans la civilisation des données (Big Data), la 3^{ème} révolution de l'informatique (après celles de la mécanisation des opérations et des réseaux Internet), qui replace l'individu au centre de la production d'information, de la connaissance et de la valeur. L'ubérisation de l'économie et les violentes résistances suscitées symbolisent la disruption que provoque l'ère digitale. Rien n'a eu la puissance de la révolution numérique qui touche tous les secteurs d'activité, qui impacte tous les métiers, qui permet à chacun de se transformer en producteur, qui remet en question le lien salarial, qui se diffuse très rapidement dans le temps et dans l'espace, qui modifie profondément la relation homme-machine. Si l'ère numérique recèle de formidables progrès, il est indispensable de s'y préparer et de la piloter.
- **Les conséquences de la révolution numérique restent sous-estimées** : impression 3D, Internet des objets, éducation en ligne, médecine prédictive et réparatrice, renversement des chaînes de

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

valeurs (profits monopolisés par les plates-formes de gestion des données au détriment des producteurs) ; des nouveaux acteurs digitaux qui s'émancipent des frontières, des Etats, des impôts et des charges sociales. Les modes d'organisation du travail, les équilibres sociaux et la vie politique se trouvent bouleversés. Avec l'intelligence artificielle et la robotisation, 50 % des emplois existants seront remis en question d'ici à 2030.

- **Le choc s'avère plus violent pour les dirigeants des démocraties qui peinent à réagir** face à la concurrence des émergents, au chômage de masse, à l'Etat-providence de plus en plus insoutenable, aux surendettements public et privé. Ils se trouvent confrontés à un **défi d'efficacité** de la norme et des impôts (contournés par le cybermonde) ; à un **défi financier** (privation de ressources pour les politiques publiques et la protection sociale) ; à un **défi démocratique** (implosion des classes moyennes et du salariat) ; et à un **défi stratégique** (domination du numérique par des firmes américaines dont 4 figurent parmi les 20 premières capitalisations des Etats-Unis contre 0 en Europe : l'oligopole américain dit GAFAM pour Google Apple Facebook Amazon). Les plates-formes de partage marginalisent les grands appareils hiérarchiques qui contrôlaient l'économie et la société. La solidarité est refondée par la base au lieu d'être imposée par le haut. La démocratie participative permet de consulter et d'associer les citoyens aux décisions.
- **La révolution numérique comporte 3 risques majeurs** : la sécurité des réseaux et des données (menaces de destruction, vol, confiscation, manipulation) ; le respect de la liberté et de la vie privée ; et la souveraineté numérique (de l'individu et des Etats).
- **La révolution numérique impulse les individus, les entreprises, les nations, les continents à s'adapter** : soit par le haut avec la qualité des services, la créativité et la vitalité de la société civile ; soit par le bas avec l'écrasement des coûts et la perte de souveraineté.
- **Le destin de l'âge numérique se jouera autour d'un gigantesque effort d'éducation et de formation pour rehausser et valoriser le capital humain**. Les pouvoirs publics ont une triple responsabilité : élaborer un cadre réglementaire, concurrentiel et fiscal ; garantir la qualité et la sécurité des données ; et contribuer à l'émergence d'une gouvernance internationale du numérique. L'ère numérique doit augmenter et libérer l'homme et non l'asservir ou l'expulser.
- **La croissance potentielle nécessite une révolution culturelle réhabilitant le sens du risque, le goût de l'innovation, le respect du savoir et de la science**.
- **En 2008, la dépression a été conjurée in extremis ; mais les périls qui persistent minent l'économie mondiale expliquant le manque de vigueur de la reprise** : Une très forte augmentation des inégalités ; un niveau très élevé du chômage (fléau le plus dangereux des économies de marché) au moment où la révolution technologique s'apprête à remettre en cause la moitié des emplois existants dans les 15 prochaines années ; le risque de déflation mondiale ; le stock mondial des dettes (+200000 milliards de dollars) ; le surendettement des Etats suite au sauvetage du système bancaire.

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- **Le capitalisme va devoir s'adapter à la stabilisation et au vieillissement de la démographie mondiale.** La limitation des marchés et des gains de productivité s'élèveront au mieux à 0,3% /an contre 1,8% au cours de la 2^{ème} partie du siècle dernier.
- Si les risques et défis planétaires peuvent être relevés par de nouveaux modèles économiques et une coopération intelligente entre les Etats et les grands blocs régionaux, la poussée des populismes, le regain des nationalismes, la multiplication des conflits, la guerre de religion planétaire déclenchée par l'Etat islamique interdisent de conclure des compromis qui stabiliseraient le système mondial. En raison du repli des Etats, le mouvement d'intégration du continent européen tend à se retourner (Grexit, Brexit).
- **La mondialisation n'a pas réduit les inégalités au sein des nations.** La polarisation des territoires épouse celle des richesses. L'urbanisation du monde est indissociable de sa bidonvillisation. Partout la mixité sociale tend à reculer. La montée des inégalités a de multiples causes : l'asymétrie entre la mobilité du capital et la sédentarité du travail ; la reconstitution de bulles spéculatives provoquée par les liquidités déversées par les banques centrales ; la limitation des transferts sociaux suite à l'insoutenabilité des engagements financiers des Etats-providence ; les inégalités de statuts et de connaissances (échec des politiques d'intégration, dégradation des performances des systèmes éducatifs publics, révolution technologique).
- **La hausse des inégalités a des conséquences négatives :** les riches n'investissent pas suffisamment et se comportent en rentiers ; blocage de la mobilité sociale ; entretien de l'exclusion ; sape de la cohésion sociale ; désespoir et terreau de prédilection pour les extrémismes et les fanatismes.
- **La réduction des inégalités est impérative pour sortir de la crise :** plus de justice sociale ; un vaste effort d'investissement dans l'éducation et la formation tout au long de la vie ; une fiscalité raisonnable ; une production fondée sur l'innovation ; un pacte social associant flexibilité et sécurité ; la consolidation financière des Etats ; un nouveau capitalisme.
- **La cohabitation des populations des pays développés** (populations âgées, riches mais aussi souvent endettées directement ou indirectement par les Etats et les systèmes sociaux) **avec les populations des pays émergents** (populations jeunes, pauvres mais peu endettées) **a plusieurs conséquences :** nécessité d'un vaste effort d'investissement pour soutenir les gains de productivité du travail et le recours au travail des seniors ; l'amplification des migrations pour raisons économiques, géopolitiques ou climatiques ; la confrontation des modèles économiques, des valeurs et des institutions politiques. Les nations émergentes sauront-elles retenir les jeunes et leurs talents pour assurer leur développement ou les jeteront-elles dans les bras des fanatiques ? Choisiront-elles la coopération pour un monde qui bascule en leur faveur ou la confrontation pour prendre leur revanche sur les anciennes métropoles coloniales ?

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- **Les classes moyennes se trouvent frappées par les séquelles des crises passées** (chômage de masse, hausse des impôts, réduction des revenus, réassurance en tant que contribuables des dettes et engagements hors bilan des Etats, ...) **et par les grandes transformations à venir** (concurrence des pays du Sud, vagues migratoires, révolution technologique, remise en cause des statuts et rentes de situation ...).
 - La libéralisation du travail va de pair avec la multiplication des travailleurs indépendants.
 - Les cyber-menaces criminelles et terroristes, le spectre de Big Brother, appellent des mesures de protection des populations et des réseaux par les services de police et de renseignement dont les missions et pouvoirs doivent être renforcés.

- **En apparence, l'économie mondiale est sortie de la crise. Pourtant les signaux d'alerte se multiplient et tous les leviers d'une nouvelle crise financière sont réarmés** : volatilité des marchés boursiers, investissements évincés par les dividendes et les rachats d'actions, l'excès des liquidités déversées par les banques centrales qui va de pair avec l'amoncellement des dettes et la non liquidité des marchés, l'insoutenabilité à terme des taux d'intérêt négatifs. **La situation est caractéristique d'une veille de krach, dont le détonateur le plus probable sera le relèvement inéluctable des taux d'intérêt. Or il n'existe plus de réassurance. Voilà pourquoi il serait essentiel de prévenir le krach en renforçant la croissance potentielle avec des réformes de structure** (interdiction du trading haute fréquence, assouplissement des dispositions encadrant les banques, supervision stricte du secteur bancaire clandestin et des gestionnaires d'actifs, coopération de la politique économique entre les grands pôles du capitalisme universel).

- **La mondialisation et l'économie numérique se jouent des frontières.** Le capital change de nature en se faisant de plus en plus immatériel. 2 grands paradigmes de politique économique s'opposent : la conception américaine qui privilégie les flux au détriment de la monnaie et des actifs, avec manipulation des valeurs pour maximiser la croissance et l'emploi (ex. en 2008) ; et la conception allemande qui privilégie la stabilité en cherchant à garantir la valeur de la monnaie et des actifs, le but ultime étant de sécuriser les classes moyennes, socle de la démocratie. Par la garantie des valeurs fondamentales, ce pilotage récuse le recours à l'inflation et à la dévaluation. Il promeut l'application stricte de la règle de droit et les ajustements réels par le rétablissement de l'équilibre budgétaire et de la compétitivité via la baisse des coûts de production. Cette conception a sous-tendu les institutions d'origine de la monnaie unique (traité de Maastricht) ; et guide la gestion de la crise de l'euro et du défaut de la Grèce par Angela MERKEL. La Chine tend à se rapprocher des préceptes allemands ; avec la volonté de s'émanciper de la domination du dollar et avec l'espoir que le yuan s'impose à terme contre le dollar.

- **La crise grecque a rappelé que la monnaie unique ne peut survivre face à des conceptions économiques opposées** : culture de la stabilité en Europe du Nord ; ajustement par l'inflation et la dévaluation en Europe du Sud. Tous doivent travailler à la coopération des politiques économiques face aux risques de l'économie mondialisée.

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- **La démagogie est le pire péril pour la démocratie ; et les circonstances favorables aux démagogues sont multiples** (déstabilisation de l'ordre mondial, guerres, grandes crises du capitalisme, déclin des nations ou des continents remettant en cause le bien-être et l'identité des citoyens) : des leaders sans scrupule peuvent rapidement faire basculer les peuples dans la démesure et l'irresponsabilité. C'est pourquoi les démocraties ne meurent pas des menaces extérieures mais de leurs divisions intérieures. La disparition du monopole que l'Occident exerçait sur le monde et la marginalisation de l'Europe provoquent une grande peur chez les citoyens des démocraties. L'Europe est sous la pression des populismes : haine de l'étranger relayée par l'envol des migrations, détestation de l'Union. Les démagogues se nourrissent de leurs mensonges et leurs inconséquences : ex. Au Venezuela qui est en cessation de paiement, alors que ce pays possède les premières réserves de pétrole du monde devant l'Arabie Saoudite.
- **L'incapacité à nouer des compromis prévaut au plan international.** Sauf la COP21, les négociations multilatérales enchaînent les échecs. Les rares accords significatifs interviennent sur une base bilatérale ou sous forme de directoire (ex. l'accord sur le nucléaire signé avec l'Iran).
- **Le désordre mondial renvoie avant tout à des causes structurelles.** L'existence d'une communauté internationale est un mythe. La configuration multipolaire fait disparaître la réassurance par une superpuissance. Les Etats ont perdu le monopole de la diplomatie et de la stratégie qu'investissent les acteurs économiques et les organisations terroristes. L'opinion mondiale prend corps mais ne se mobilise que par intermittence, lors des catastrophes naturelles ou humanitaires.
- **Depuis le 18^{ème} siècle, l'économie de marché, le capitalisme et la démocratie ont pour l'essentiel cheminé de concert.** Mais la plasticité de capitalisme semble pouvoir se passer d'institutions démocratiques. La confiance dans les démocraties pour réguler le capitalisme a été réduite par l'éclatement de l'économie de bulles des années 2000 et par l'impuissance des Etats-Unis à endiguer l'effondrement mondial du crédit.
- **L'Occident semble avoir perdu les recettes de son succès au moment où elles sont appliquées par le monde émergent :** la concurrence cède devant la rente ; l'investissement stagne ; la science est tenue de plus en plus en suspicion ; l'Etat de droit et la propriété privée sont battues en brèche par les interventions publiques, avec la prolifération des normes et d'une fiscalité qui ne parvient pourtant pas à combler les déficits ni les dettes publics ; la civilisation des loisirs se substitue à l'éthique du travail. **Les dirigeants chinois ont décidé de tirer toutes les conséquences de la faillite et du doute existentiel de l'Occident en construisant un mode de gestion alternatif du capitalisme qui concilie insertion dans la mondialisation, pilotage étatique, encadrement de l'économie et de la société.** L'objectif est de réorienter le modèle économique vers la consommation intérieure, en internationalisant le yuan et en multipliant les investissements à l'étranger ; de concilier la dynamique entrepreneuriale du capitalisme et la prise en compte des intérêts collectifs et de l'horizon long.

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

- Dans les régimes autocratiques, la limitation de la liberté est présentée comme le meilleur antidote à la guerre civile, ethnique et religieuse ; et comme la condition première du progrès économique et social. Dans le même temps, **les démocraties sont confrontées à un dilemme insoluble par le djihadisme intérieur et extérieur** : donner la priorité absolue à la sécurité au prix de la trahison des libertés ; ou privilégier la stricte application de l'Etat de droit au risque de laisser le champ libre à leurs ennemis, et de provoquer la révolte des citoyens face à la dégradation de leur sécurité.
- **Les nations libres sont minées par l'individualisme, par la démagogie et le déferlement des passions collectives.** Au matérialisme à court terme des démocraties, les autocrates répondent par l'exaltation des nations et des peuples ; et les fanatiques revendiquent la toute-puissance divine. Les démocraties se replient sur elles-mêmes sous la pression des populismes et du manque de leadership de leurs dirigeants. A l'inverse, les autocrates et djihadistes entendent mettre le chaos et la violence au service de leurs intérêts de puissance ou de leur fanatisme.
- **Les nouveaux risques planétaires peuvent être conjurés car il existe de puissants antidotes pour soutenir la croissance et l'emploi ; et éradiquer l'islamisme sans sacrifier la liberté et les droits fondamentaux** : l'amélioration du capital humain par l'éducation ; la transition écologique ; réinventer les modèles de croissance et l'action politique ; mobiliser des idées neuves ; développer pour tous la résilience ; restaurer la légitimité, l'efficacité et les marges de manœuvre de l'action politique ; susciter l'engagement des citoyens pour défendre la raison critique, respecter l'Etat de droit, lutter pour la dignité de tous. La faiblesse et la force des démocraties sont internes.
- **Les risques ne peuvent être éliminés mais chacun peut et doit se préparer à les affronter. Gouverner n'est plus prévoir mais anticiper et oser** : l'histoire est une mécanique de choc et de vitesse où ne pas être prêt et rester immobile, c'est être défait. La complexité, la volatilité et la rapidité des transformations du monde appellent des stratégies politiques, économiques, financières, technologiques, militaires, mondiales : cf. le krach de 2008, la crise de l'euro. Les lignes MAGINOT relèvent plus que jamais de la grande illusion.
- Pour prévenir une confrontation armée entre les puissances établies et les émergentes, pour faire face aux migrations, pour gérer les nouveaux risques planétaires, **sans Etat planétaire les démocraties doivent combler d'urgence le grand écart qui s'est creusé** : la politique doit s'adapter en trouvant une solution à la bureaucratisation et aux contraintes financières ; et les nations libres doivent se réinventer, se réengager et s'unir au service des valeurs qui les fondent.
- **Le capitalisme et les nouvelles technologies redistribuent le pouvoir entre les individus, les entreprises et les Etats.** La mobilisation des talents et des cerveaux s'effectue désormais en misant sur l'autonomie des collaborateurs, la mise en réseau, le partage des connaissances et leur volonté de participer à l'invention du futur. Les ressources (capital humain, financements) sont d'emblée planétaires ; et les clivages traditionnels entre industrie et services, secteurs

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

marchand et non marchand volent en éclats. La régulation se trouve bouleversée car l'économie numérique, plus que la finance, échappe aux frontières et aux juridictions nationales. Les géants d'Internet (Google, Testa) disposent de plusieurs technologies d'avance sur les autorités de contrôle ; ce qui leur permet de mettre en échec les règles de la concurrence et les principes fondamentaux de certains secteurs d'activité : les normes comptables et prudentielles des banques ou l'interdiction de la sélection des risques pour les compagnies d'assurances. Sur la frontière des technologies, la situation de certaines entreprises les met en position de contrôle absolu et aboutit à ce qu'elles restent maîtresses des limites qu'elles se fixent.

- **Les Etats ont besoin de s'assurer du concours des entreprises technologiques pour remplir leurs missions fondamentales dont la protection du territoire et de la population. Les Etats-providence sont profondément déstabilisés. Leurs engagements se révèlent financièrement intenable** : ils représentent 2,5 fois le PIB du monde développé alors que leurs ressources se tarissent et que se profile le choc du vieillissement. Leur efficacité s'effondre puisque leur extension va de pair avec la montée des inégalités. Leur organisation fondée sur le salariat s'accorde de plus en plus mal avec les mutations du monde du travail et la rapide augmentation des indépendants. Dès lors, le dysfonctionnement croissant des politiques publiques s'accompagne d'un réengagement des entreprises sur le terrain social (Facebook – la Fondation Louis Vuitton – Apple – Google) : des initiatives qui marquent une rupture fondamentale dans les politiques de solidarité. D'un côté, les entreprises cherchent à fixer le travail hautement qualifié pour s'attacher les talents ; de l'autre, les collaborateurs se voient offrir un bouquet de garanties et de services qui va au-delà du contrat de travail et qui intègre en partie vie familiale en même temps que développent personnel.
- **Les Etats, surdimensionnés et surendettés, se montrent incapables de gérer les séquelles des chocs du passé et a fortiori d'imaginer l'avenir.** A l'inverse, les entreprises, plus agiles et adaptables, reprennent le leadership de l'innovation tout en étendant le champ de leurs responsabilités au domaine social et environnemental. Elles réinvestissent massivement certains secteurs vitaux pour leur avenir comme le logement, l'éducation ou la formation.
- **Pour limiter les inégalités, la montée en puissance du capitalisme entrepreneurial et partenarial impose de nouvelles formes de coopération entre les secteurs public et privé,** notamment dans les domaines des infrastructures, de la régulation de l'économie numérique et de l'éducation.
- **L'Etat moderne se présente comme un chef-d'œuvre en péril qu'il est urgent de restaurer.** Les Etats se trouvent déstabilisés. Ils sont contournés par le haut avec les mouvements migratoires, les marchés et les technologies ; et par le bas avec l'émancipation des citoyens, des entreprises, voire de la sécession de régions ou de métropoles qui le supplantent. Au lieu de réduire les risques, les Etats sont devenus des démultiplicateurs d'incertitudes en raison de l'instabilité chronique des lois et de la fiscalité. L'Etat est exsangue, pris en tenailles entre le fardeau du passé (sous-productivité, chômage, dettes, engagements insoutenables des fonctions publiques

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

et des systèmes de protection sociale, retour en force des religions) et les défis de l'avenir (le choc des nouvelles technologies, le grand désarroi des classes moyennes).

- **Comme toute forme politique, l'Etat est mortel. Il ne peut survivre que s'il s'adapte à la configuration de la mondialisation et s'il continue à faire l'objet d'un plébiscite quotidien des citoyens.** Sans aucun doute, l'Etat constitue un pivot voué à gérer les risques du 21^{ème} siècle ; mais il doit être aussi ferme sur les valeurs qu'il incarne que souple dans ses modes d'organisation qui ont vocation à être réformés en permanence. L'Etat doit retrouver la confiance des citoyens en les associant davantage aux décisions, en se montrant transparent et en luttant contre la corruption qui constitue une arme de destruction massive de l'autorité publique. Les nations ont un rôle majeur à jouer pour renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des sociétés aux chocs du capitalisme et de l'histoire.
- **Le rôle décisif de l'Etat dans la stabilité du monde doit être pleinement reconnu.** Ce qui impose de tirer toutes les conséquences des échecs en chaîne des tentatives de changement de régime conduites en Irak ou en Libye, comme du bilan désastreux des pseudo-révolutions arabo-musulmanes. Il ne s'agit de renoncer en rien au caractère universel de la liberté mais de reconnaître qu'elle ne peut être exportée par la diplomatie ou par les interventions militaires. Elle va de pair avec le mouvement des sociétés ; et il faut l'accompagner quand c'est possible comme en Tunisie, en Iran ou à Cuba.
- **La disparition de l'Etat conduit à des situations de chaos et à la guerre de tous contre tous.** Voilà pourquoi il est temps que les citoyens le considèrent comme un bien commun essentiel à la liberté et à la sécurité.
- **Toutes les grandes crises du capitalisme ont pour origine un double excès de création monétaire et d'endettement.** Le crédit est l'un des modes de financement indispensables à l'investissement et à l'innovation ; il ne peut pas fonder la consommation ni devenir le socle de la croissance et du partage des revenus, sauf à générer des bulles spéculatives qui s'achèvent en krachs dévastateurs. La dette n'est pas seulement une machine à fabriquer les crises financières ; elle appauvrit les citoyens, notamment les plus pauvres, et détruit les institutions et la souveraineté des nations (cf. Grèce, Argentine, Ukraine) **Au lendemain d'un krach, le désendettement généralisé et simultané des Etats, des banques et des acteurs économiques doit être proscrit car il transforme la récession en déflation. Pour autant, le maintien de l'endettement à des niveaux soutenables, compatibles avec le paiement de taux d'intérêt de marché et non pas artificiellement réduits à 0 par les banques centrales, est impératif. Le désendettement des Etats développés constitue la priorité absolue dès lors que la reprise est installée.**
- **L'efficacité déclinante et le coût des politiques de solidarité nationale imposent de nouvelles lignes de partage** entre la sphère publique, les mécanismes de marché et les individus dont la capacité d'analyse et d'action est fortement augmentée par la civilisation des données. Les entreprises sont amenées à se réengager sur le terrain social, notamment dans l'éducation. **La**

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

formation et la valorisation du capital humain détermineront largement la croissance comme la lutte contre les inégalités. L'éducation devra conjuguer 3 objectifs : garantir à chacun le socle de connaissances nécessaires à la maîtrise de l'environnement numérique ; favoriser les pôles d'excellence vitaux pour la dynamique de l'innovation ; accompagner la formation tout au long de la vie (développement de l'enseignement en ligne par les Etats, les pouvoirs publics locaux et le secteur privé).

- **La contrainte environnementale se resserre à tout niveau sous la pression des Etats mais plus encore des citoyens et des consommateurs.** La conversion des modèles, si elle peut être impulsée d'en haut (incitation, pédagogie, contrainte réglementaire et fiscale), devra être réalisée essentiellement par le bas, à travers les changements dans le comportement des consommateurs et dans les stratégies d'entreprise.
- **L'existence d'institutions régionales (ex. monnaie unique) n'est pas une source de fragilisation de la gouvernance mondiale (FMI, Banque mondiale) :** rôle d'amortisseur des fluctuations – dialogue stratégique renforcé. Le G20 doit être réorienté et recentré sur la préservation des risques planétaires : renforcer la coopération et les accords entre les banques centrales dont les dérives sont aux sources de dysfonctionnements fondamentaux (déflation, inflation, guerre des monnaies, bulles spéculatives). La stabilisation du monde appelle des choix clairs face à l'islamisme, à la volonté hégémonique de certaines puissances émergentes ou régionales (Chine, Russie, Iran, Turquie) et à l'effondrement ou la fragmentation des Etats. La divergence des valeurs n'interdit pas de rechercher des accords entre les grandes puissances sur des thèmes d'intérêt commun : la lutte contre le djihadisme ; la protection de l'environnement ; les normes de sécurité Internet ; la prévention des risques catastrophiques potentiels des nouvelles technologies (robots, satellites, drones).
- **L'intégration de l'Europe a permis de constituer le 1^{er} marché du monde, de créer une monnaie unique, de résister à l'Union soviétique, de restaurer son unité et sa souveraineté.** Pourtant, cette dynamique menace de s'inverser : débats sur le Brexit, la fin des accords de Schengen, le ralentissement de la croissance, le chômage et le surendettement des Etats, la poussée des extrémismes et des mouvements sécessionnistes (Ecosse, Catalogne, les Flandres, l'Italie du Nord). Or l'intensité des menaces intérieures et extérieures ne cesse de se renforcer : les djihadistes, l'arc de crise qui court de l'Afrique occidentale au Moyen Orient, les mouvements migratoires, le blocage des institutions, le manque de leadership, le populisme, les poussées nationalistes.
- **La reprise en Europe demeure fragile et hétérogène ; à la merci de la remontée des taux d'intérêt :** la fragmentation financière de la zone euro est artificiellement masquée par la politique monétaire du taux 0 et l'assouplissement quantitatif de la BCE – les dettes publiques peines à se stabiliser – le système bancaire n'a pas été profondément restructuré. L'impasse du modèle européen a été résumée par Angela MERKEL : « *L'Europe représente 7% de la population mondiale, 20% de la production et 50% des dépenses sociales* ». De fait, les problèmes sont avant tout structurels : perte de 50 millions d'habitants d'ici 2100, vieillissement de la

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

population, pression migratoire provenant d’Afrique et du Moyen-Orient de plus en plus forte, marginalisation technologique dans l’économie numérique. La croissance potentielle diminue et ne peut être redressée que par un formidable effort d’investissement et d’innovation. Les Etats-providence ne sont plus viables : les engagements au titre de la retraite et de la santé s’élèvent à 450% du PIB.

- **L’Europe est politiquement et stratégiquement engagée dans une spirale du vide : sans projet, sans vision, paralysée par les divergences des opinions publiques et des gouvernements.** Elle est menacée d’imploser du fait du cumul des crises ; au moment où d’autres grands pôles mondiaux cherchent à s’inspirer de ses réussites et à les imiter : grands marchés, institutions financières, instances de régulation. Or, seule une intégration renforcée peut permettre à l’Europe de relever les défis et de peser dans les négociations planétaires avec les grands blocs.
- **L’Europe peut renaître si les nations qui l’ont édifiée la refondent et la modernisent.** Elle conserve des atouts majeurs (capital humain, épargne abondante, pôles d’excellence et des services publics performants, un grand marché de 500 millions de consommateurs, un Etat de droit respecté, des capacités militaires et diplomatiques) mais il faut la volonté pour répondre aux défis de l’avenir :
 - **Au défi économique et monétaire de la zone euro** : en renforçant les institutions - en coordonnant plus étroitement les politiques économiques et nationales – en faisant les réformes structurelles, tout particulièrement en France dont le déclin représente un risque systémique pour la monnaie unique – en relançant le grand marché, en particulier dans le secteur clé des services.
 - **Au défi social** : en lançant un vaste programme européen de formation, d’intégration et de mobilité pour les jeunes dont le niveau de chômage constitue une menace pour le développement économique comme pour la démocratie – en développant la cohésion sociale par une convergence fiscale et sociale (taux d’imposition des sociétés, durée légale du travail, salaire minimum, âge légal de départ en retraite) qui préserve des marges de fluctuation nationales.
 - **Au défi de l’architecture institutionnelle de l’Union** (gouvernement économique, BCE, union bancaire) : en renforçant le principe de subsidiarité, le meilleur des antidotes à la bureaucratie et à l’exubérance irrationnelle de la réglementation.
 - **Au défi stratégique** : Il n’existe pas de liberté sans souveraineté et sans sécurité. L’Europe doit repenser sa stratégie énergétique (Moscou assure le tiers de l’approvisionnement gazier) et investir dans sa sécurité et sa stabilité (protection des frontières, défense européenne). Ressouder le couple franco-allemand sur le projet commun de l’intégration et sur la rationalisation des institutions communautaires (un seul président pour la Commission et le Conseil) et le renforcement des contrôles parlementaires au plan de l’Union comme des nations.
- **L’Europe restera un objet politique sans équivalent avec des cercles successifs** (grand marché, zone euro, union politique) **articulés aux nations qui la composent.** Elle constitue la meilleure des réponses aux risques planétaires, à condition d’être redessinée pour devenir plus réactive et

Espoirs et risques du 21^{ème} siècle

conjuguer les tentations d'éclatement (Brexit). Cessons d'être las de l'Europe, construisons-la. Opposons aux démagogues et aux fanatiques l'héroïsme de la raison.

- **Notre siècle n'a aucune raison de se déclinier sous la forme d'une mort annoncée de la démocratie, ou de se résumer à une longue lutte entre les Etats-Unis et la Chine.** La planification ou le contrôle relèvent de la grande illusion. Pour les individus, les entreprises, les nations ou les continents, la seule manière de prévenir les risques consiste à participer résolument à l'avènement des temps nouveaux. Agissons sur les événements au lieu de les subir par *l'anticipation* (imaginer des scénarios alternatifs), *la résilience* (continuer l'activité même en mode dégradé), *l'adaptation* (comprendre l'environnement pour se remettre en question et se réformer), *l'agilité* (ne pas rester prisonnier des concepts, des modes d'organisation, des structures et des charges du passé), *l'innovation* (donner la priorité à la créativité et à la prise de risque sur la protection des rentes de situation), *la vision stratégique* (penser à l'échelle de la planète et regarder vers l'avenir au lieu d'avoir les yeux tournés vers le passé), *la coopération* (s'ouvrir aux autres dans une économie de connaissances fondée sur le partage).
- **L'ampleur et la vitesse de transformation du monde, la complexité de leurs interactions et les incertitudes générées expliquent la difficulté à agir.** Les idées et les passions sont le moteur de l'histoire. La tentation est permanente d'enfermer la nouveauté de l'histoire universelle dans les systèmes et les doctrines du passé. Il dépend des hommes du 21^{ème} siècle de faire de la Terre un havre ou un enfer. **Les démagogues ruinent les nations qui succombent à leur séduction. L'heure n'est pas au rêve, mais à la mobilisation et au travail patient pour anticiper les risques et consolider les formes de coopération entre les hommes, les entreprises, les sociétés et les Etats.**

Jean Paul COCQUEEL